

QB0-1QCE20A-WT	QB0	1QC908	3441			12.160	12.160
GE0-1GHF2TG-WT	GE0	1GH012	3300	292	292		
CB0-1CBG2AB-PR	CB0	1CB033	0100			292	292
Total				173.338	173.338	173.338	173.338

Art. 2. Si, par suite de l'approbation du présent arrêté, des ajustements aux budgets des services à gestion séparée ou des personnes morales flamandes sont demandés afin d'incorporer les augmentations de l'allocation dans les postes budgétaires affectés par le présent arrêté, ces entités établissent une proposition de budget ajusté.

Art. 3. Le ministre flamand qui a la politique budgétaire dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 septembre 2020.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier,
M. DIEPENDAELE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/15596]

17 SEPTEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2014 relatif au développement de l'action d'éducation permanente dans le champ de la vie associative

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2003 relatif au développement de l'action d'éducation permanente dans le champ de la vie associative, les articles 19, § 1^{er}, alinéa 4, modifiés par le décret du 14 novembre 2018, 26, § 2, alinéas 2 et 3, modifié par les décrets du 14 novembre 2018 et du 9 juillet 2020, et 39/4, inséré par le décret du 9 juillet 2020 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2014 relatif au développement de l'action d'éducation permanente dans le champ de la vie associative ;

Vu le " test genre » du 26 février 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Education permanente, donné le 24 mars 2020 ;

Vu l'avis 67.785/2/V du Conseil d'Etat, donné le 26 août 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition de la Ministre de la Culture ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 50 de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2014 relatif au développement de la vie associative dans le domaine de l'éducation permanente est remplacé par ce qui suit :

" Art. 50. § 1^{er}. L'association reconnue pour une durée indéterminée transmet, outre le rapport annuel et le rapport moral approuvé par l'assemblée générale, un rapport général d'évaluation à l'Administration, au plus tard le 30 juin de la quatrième année de la période quinquennale. Ce rapport général comprend notamment le résultat de l'auto-évaluation définie à l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2, du décret, la synthèse des rapports annuels des 5 dernières années civiles précédant le dépôt du rapport général d'évaluation. Ce rapport permet de vérifier que les critères quantitatifs et qualitatifs relatifs aux axes et forfaits sont remplis sur une période de 5 ans. L'association transmet également un nouveau plan d'action pluriannuel.

En application de l'article 26, § 2, alinéa 1^{er}, du décret, si l'association demande un changement d'axe et/ou une catégorie de forfait supérieure, celle-ci justifie sa demande en annexe du rapport général d'évaluation. L'association précise les activités éligibles durant la troisième année de la période quinquennale dans l'un ou dans les deux axes visé(s) ou dans la catégorie de forfait supérieure visée. Elle adapte son plan d'action pluriannuel à cette demande.

§ 2. L'association reconnue à durée déterminée transmet à l'Administration au plus tard le 30 juin de la troisième année du plan d'action triennal, outre le rapport annuel et le rapport moral approuvé par l'assemblée générale, un rapport général d'évaluation. Ce rapport général comprend notamment le résultat de l'autoévaluation définie à l'article 19, § 1, alinéa 2, du décret et la synthèse des rapports annuels des deux premières années du triennat à laquelle sont intégrées les données quantitatives et qualitatives relatives à l'année civile précédant le début du triennat. Ce rapport permet de vérifier que les critères quantitatifs et qualitatifs relatifs aux axes et forfaits sont remplis sur une période de trois ans. L'association transmet également un nouveau plan d'action pluriannuel.

En application de l'article 26, § 2, alinéa 3, 1^o, du décret, si l'association demande une reconnaissance dans un ou deux axes supplémentaires ou dans une catégorie de forfait supérieure, celle-ci justifie sa demande en annexe du rapport général d'évaluation. L'association précise les activités éligibles durant la deuxième année de la période triennale dans l'un ou dans les deux axes visé(s) ou dans la catégorie de forfait supérieure visée. Elle adapte son plan d'action pluriannuel à cette demande.

§ 3. Le rapport général d'évaluation est établi selon le modèle proposé par les Services du Gouvernement, après avis du Conseil et approuvé par le Ministre. L'article 1^{er} du décret constitue une des références nécessaires à l'autoévaluation des associations dans l'élaboration de leur rapport général d'évaluation. Il est également une des références nécessaires des Services du Gouvernement et du Conseil dans l'accomplissement de leurs missions d'évaluation et d'avis.

§ 4. Une association ou un mouvement qui envisage de demander une modification d'un axe de sa reconnaissance au profit d'un autre engage une concertation avec les Services du Gouvernement au plus tard le 30 janvier de la troisième année de la période quinquennale ou de la deuxième année de la période triennale.

Cette concertation vise à :

1° déterminer les modalités de justification des critères liés à l'axe de reconnaissance et au nouvel axe que l'association demandera lors de l'évaluation triennale ou quinquennale ;

2° préparer progressivement et anticiper le respect des conditions de reconnaissance dans l'axe postulé par l'association.

Pendant et après la concertation, les conditions relatives aux montants des forfaits sont maintenues, aucune subvention supplémentaire n'étant accordée en cours de quinquennat ou triennat. ».

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 52/1 rédigé comme suit :

“ Art. 52/1. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 50, § 1^{er}, et conformément à l'article 39/4 du décret, l'association dont la période quinquennale se termine en 2019, 2020 ou 2021 dépose son rapport général d'évaluation avant le 30 juin de l'année d'échéance de la période quinquennale. Ce rapport général comprend notamment le résultat de l'autoévaluation définie à l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2, du décret précité et porte, au choix de l'association, sur les quatre premières années de la période quinquennale ou sur les trois premières années de la période quinquennale en intégrant les données quantitatives et qualitatives portant sur les deux dernières années de la précédente période quinquennale. Elle transmet également un nouveau plan d'action pluriannuel.

En application de l'article 26, § 2, alinéa 3, 1°, du décret, si l'association demande une reconnaissance dans un ou deux axes supplémentaires ou dans une catégorie de forfait supérieure, celle-ci justifie sa demande en annexe du rapport général d'évaluation. L'association précise les activités éligibles durant la quatrième année de la période quinquennale dans l'un ou dans les deux axes visé(s) ou dans la catégorie de forfait supérieure visée. Elle adapte son plan d'action pluriannuel à cette demande.

§ 2. Par dérogation à l'article 50, § 4, alinéa 1^{er}, l'association dont la période quinquennale se termine en 2021 et qui souhaite modifier son axe de reconnaissance au profit d'un autre introduit sa demande de concertation avec les services du gouvernement au plus tard le 30 septembre 2020.

L'association dont la période quinquennale se termine en 2022 qui souhaite modifier son axe de reconnaissance au profit d'un autre introduit sa demande de concertation avec les services du gouvernement au plus tard le 30 janvier 2021. ».

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2019.

Art. 4. La Ministre de la Culture est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 septembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes,

B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/15596]

17 SEPTEMBER 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2014 betreffende de ontwikkeling van de permanente vorming op het gebied van het verenigingsleven

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2003 betreffende de ontwikkeling van de permanente vorming op het gebied van het verenigingsleven, de artikelen 19, § 1, lid 4, gewijzigd bij het decreet van 14 november 2018, 26, § 2, lid 2 en 3, gewijzigd bij de decreten van 14 november 2018 en 9 juli 2020, en 39/4, ingevoegd bij het decreet van 9 juli 2020;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2014 betreffende de ontwikkeling van de permanente vorming op het gebied van het verenigingsleven ;

Gelet op de "gendertest" van 26 februari 2020, uitgevoerd overeenkomstig artikel 4, lid 2, 1° van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Conseil supérieur de l'Education Permanente van 24 maart 2020;

Gelet op het advies 67.785/2/V van de Raad van State, uitgebracht op 26 augustus 2020, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 50 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2014 betreffende de ontwikkeling van het verenigingsleven op het gebied van de permanente vorming, wordt vervangen door de volgende tekst:

"Art. 50. § 1. De voor onbepaalde tijd erkende vereniging zendt, naast het jaarverslag en het door de algemene vergadering goedgekeurde moreel verslag, uiterlijk op 30 juni van het vierde jaar van de periode van vijf jaar, een algemeen evaluatieverslag aan de administratie. Dit algemeen verslag bevat in het bijzonder het resultaat van de zelfevaluatie zoals gedefinieerd in artikel 19, § 1, lid 2 van het decreet, de samenvatting van de jaarverslagen van de laatste 5 kalenderjaren die voorafgaan aan de indiening van het algemeen evaluatieverslag. Dit verslag maakt het mogelijk om na te gaan of de kwantitatieve en kwalitatieve criteria met betrekking tot de assen en de forfaitaire bedragen over een periode van vijf jaar worden nageleefd. De vereniging zendt ook een nieuw meerjarenactieplan uit.

Overeenkomstig artikel 26, § 2, eerste lid van het decreet rechtvaardigt de vereniging haar verzoek in een bijlage bij het algemene evaluatieverslag indien zij een wijziging van de as en/of een hogere forfaitaire categorie vraagt. De vereniging specificeert de subsidiabele activiteiten tijdens het derde jaar van de periode van vijf jaar in een of beide van de genoemde assen of in de genoemde hogere forfaitaire categorie. Zij past haar meerjarenactieplan aan dit verzoek aan.

§ 2. De voor bepaalde tijd erkende vereniging zendt uiterlijk op 30 juni van het derde jaar van het driejarige actieplan aan de Administratie, naast het jaarverslag en het door de Algemene Vergadering goedgekeurde moreel verslag, een algemeen evaluatieverslag. Dit algemeen verslag bevat in het bijzonder het resultaat van de zelfevaluatie zoals bepaald in artikel 19, § 1, lid 2, van het decreet en de samenvatting van de jaarverslagen van de eerste twee jaren van het triënnium waarin de kwantitatieve en kwalitatieve gegevens met betrekking tot het kalenderjaar voorafgaand aan het begin van het triënnium zijn opgenomen. Dit verslag maakt het mogelijk om na te gaan of over een periode van drie jaar aan de kwantitatieve en kwalitatieve criteria met betrekking tot de assen en de forfaitaire bedragen wordt voldaan. De vereniging dient ook een nieuw meerjarig actieplan in.

Ingevolge artikel 26, § 2, derde lid, 1° van het decreet rechtvaardigt de vereniging haar verzoek in een bijlage bij het algemene evaluatierapport, indien zij de erkenning in één of twee bijkomende assen of in een hogere forfaitaire categorie vraagt. De vereniging specificeert de subsidiabele activiteiten tijdens het tweede jaar van de periode van drie jaar in een of beide assen of in de hogere categorie van forfaitaire bedragen in kwestie. Zij past haar meerjarenactieplan aan dit verzoek aan.

§ 3. Het algemeen evaluatieverslag wordt opgesteld volgens het door de Regeringsdiensten voorgestelde model, na advies van de Raad en na goedkeuring door de Minister. Artikel 1 van het decreet vormt een van de noodzakelijke referenties voor de zelfevaluatie van verenigingen bij het opstellen van hun algemeen evaluatieverslag. Het is ook een van de noodzakelijke referenties voor de Regeringsdiensten en de Raad bij de uitvoering van hun evaluatie- en adviesmissies.

§ 4. Een vereniging of een beweging die een wijziging van een aspect van haar erkenning ten gunste van een ander aspect overweegt, treedt uiterlijk op 30 januari van het derde jaar van de periode van vijf jaar of het tweede jaar van de periode van drie jaar in overleg met de Regeringsdiensten.

Het doel van dat overleg is :

1° de nadere regels vast te stellen voor de motivering van de criteria met betrekking tot de erkenningsas en de nieuwe as die de vereniging tijdens de driejaarlijkse of vijfjaarlijkse evaluatie zal vragen;

2° het geleidelijk voorbereiden en anticiperen op de naleving van de voorwaarden voor erkenning in de door de vereniging aangevraagde as.

Tijdens en na het overleg worden de voorwaarden met betrekking tot de bedragen van de forfaitaire bedragen gehandhaafd, waarbij gedurende de periode van vijf of drie jaar geen extra subsidie wordt toegekend. ».

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel 52/1 ingevoegd, als volgt luidend:

"Artikel 52/1. § 1. In afwijking van artikel 50, § 1, en overeenkomstig artikel 39/4 van het decreet dient de vereniging waarvan de periode van vijf jaar eindigt in 2019, 2020 of 2021 haar algemeen evaluatieverslag in vóór 30 juni van het jaar waarin de periode van vijf jaar afloopt. Dit algemeen verslag bevat in het bijzonder het resultaat van de zelfevaluatie zoals gedefinieerd in artikel 19, § 1, lid 2 van voormeld decreet en bestrijkt, naar keuze van de vereniging, de eerste vier jaar van de periode van vijf jaar of de eerste drie jaar van de periode van vijf jaar, met integratie van kwantitatieve en kwalitatieve gegevens met betrekking tot de laatste twee jaar van de vorige periode van vijf jaar. Zij doet ook een nieuw meerjarig actieplan toekomen.

Overeenkomstig artikel 26, § 2, derde lid, 1°, van het decreet verantwoordt de vereniging haar verzoek in een bijlage bij het algemene evaluatieverslag, indien zij de erkenning in één of twee bijkomende assen of in een hogere forfaitaire categorie aanvraagt. De vereniging specificeert de subsidiabele activiteiten tijdens het vierde jaar van de periode van vijf jaar in een of beide assen of in de hogere categorie van forfaitaire bedragen in kwestie. Zij past haar meerjarenactieplan aan dit verzoek aan.

§ 2. In afwijking van artikel 50, § 4, eerste lid, dient een vereniging waarvan de termijn van vijf jaar in 2021 afloopt en die haar erkenningsas ten gunste van een andere wil wijzigen, uiterlijk op 30 september 2020 haar verzoek om overleg met de Regeringsdiensten in.

Een vereniging waarvan de termijn van vijf jaar in 2022 afloopt en die haar erkenning ten gunste van een andere as wenst te wijzigen, dient uiterlijk op 30 januari 2021 een verzoek om overleg met de Regeringsdiensten in. ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

Art. 4. De minister van Cultuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 september 2020

Voor de Regering,
De Minister-president,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en inister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten
B. LINARD